



## CHAPITRE 114

## CHAPTER 114

Loi constituant en corporation la ville de Saint-Martin

An Act to incorporate the town of St. Martin

[Sanctionnée le 17 décembre 1953]

[Assented to, the 17th of December, 1953]

Préambule.

**A**TTENDU que la corporation de la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, pétitionnaire, est désireuse qu'une partie de son territoire soit constituée en municipalité de ville;

Attendu qu'elle est régie par le Code municipal;

Attendu que les dispositions dudit Code sont devenues insuffisantes pour la bonne administration du territoire soumis à sa juridiction;

Attendu qu'une grande partie de la population est de caractère urbain;

Attendu que la majorité de ladite population est favorable à la présente loi;

Attendu que, par suite de la contiguïté de son territoire à celui de municipalités de ville, de l'augmentation rapide de sa population, du nombre grandissant de ses constructions, il est devenu nécessaire, pour assurer le bien-être de ses habitants, que ledit territoire soit érigé en ville, avec pouvoirs plus étendus en ce qui regarde le conseil, la construction, le zonage, l'esthétique, l'aqueduc et l'égout, l'enlèvement de la neige et des vidanges;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de "Charte de la ville de Saint-Martin".

**2.** Est détaché du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Martin,

Preamble.

**W**HEREAS the corporation of the parish of St. Martin, county of Laval, petitioner, is desirous of having a portion of its territory incorporated as a town municipality;

Whereas it is governed by the Municipal Code;

Whereas the provisions of the said Code have become insufficient for the proper administration of the territory under its jurisdiction;

Whereas its population is largely urban;

Whereas the majority of the said population favours this act;

Whereas because its territory adjoins those of town municipalities, and because of the rapid increase of its population and the growing number of its buildings, it has become necessary, in order to secure the welfare of its inhabitants, that the said territory be erected as a town, with more extensive powers as regards the council, building, zoning, aesthetics, water-works and sewers, removal of snow and garbage;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as the "Charter of the town of St. Martin".

**2.** Is detached from the territory of the municipality of the parish of St. Mar-

Short title.

Territory.

comté de Laval, une partie du territoire comprise dans les limites ci-dessous, savoir:

Commençant à un point marqué par la lettre "A" sur le plan préparé par l'arpenteur J.-André Laferrière, en date du trente octobre mil neuf cent cinquante-trois (le 30 octobre 1953), lequel point marque l'intersection de la ligne séparative des lots numéros 46 et 45 avec le côté nord-est du lot numéro 40, de là prenant une direction nord-ouest en suivant la ligne séparative des lots 45, 43 d'une part et 40, 42 d'autre part, jusqu'au côté sud-est du lot numéro 506, point marqué "B" sur ledit plan, de là prenant une direction généralement nord-est en suivant la ligne de division des lots 43, 67, 68, 69, 70, 71, partie du lot 72 d'une part et les lots 506, 505, 500, 499, 498, 494 d'autre part, jusqu'à la ligne de division des lots numéros 493, et 494, point marqué "C" sur ledit plan; de là, prenant une direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots numéros 493 et 494 jusqu'au côté sud-est du chemin public, point marqué "D" sur ledit plan; de là dans une direction sud-ouest en suivant le côté sud-est dudit chemin public sur toute la largeur du lot numéro 494, jusqu'au prolongement vers le sud-est de la ligne des lots numéros 496 et 495, point marqué "E" sur ledit plan; de là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne des lots 496 et 495 jusqu'au côté sud-est du lot numéro 579, point marqué "F" sur ledit plan; de là prenant une direction nord-est, limitant vers le nord-ouest les lots numéros 495, 491, 490, 480, 479 et 468 jusqu'au point marqué "G"; de là dans une direction sud-est en suivant la ligne séparative des lots numéros 468 et 425 jusqu'au coin sud-ouest du lot numéro 425, point marqué "H" sur ledit plan; de là dans une direction nord-est en suivant le côté sud-est du lot numéro 425 et son prolongement à travers le chemin public, point marqué "I" sur ledit plan; de là dans une direction nord-ouest en suivant le côté nord-est du chemin public jusqu'à l'angle nord-ouest du lot numéro 410, point marqué "J" sur ledit plan; de là dans une direction nord-est, une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots numéros 410, 381, 380, 377, jusqu'au point marqué "K" sur ledit

tin, county of Laval, part of the territory comprise in the following limits, to wit:

Starting at a point indicated by the letter "A" on the plan prepared by J. André Laferrière, land-surveyor, dated the thirtieth of October one thousand nine hundred and fifty-three (30th of October, 1953), which point indicates the intersection of the dividing line of lots numbers 46 and 45 with the northeastern side of lot number 40, thence, in a northwesterly direction following the dividing line of lots 45, 43 on the one hand and 40-42 on the other, to the southeastern side of lot number 506, a point indicated "B" on the said plan, thence, in a general northeasterly direction following the dividing line of lots 43, 67, 68, 69, 70, 71, part of lot 72 on the one hand and the lots 506, 505, 500, 499, 498, 494 on the other, to the dividing line of lots number 493 and 494, a point indicated "C" on the said plan; thence, in a northwesterly direction following the dividing line of lots numbers 493 and 494 to the southeast of the public road, a point indicated "D" on the said plan; thence, in a southwesterly direction following the southeastern side of the said public road on all the width of lot number 494, to the prolongation, towards the south-east, of the line of lots numbers 496 and 495, a point indicated "E" on the said plan; thence, in a northwesterly direction following the line of lots 496 and 495 to the southeastern side of lot number 579, a point indicated "F" on the said plan; thence, in a northeasterly direction, limiting towards the northwest the lots numbers 495, 491, 490, 480, 479 and 468 to a point indicated "G"; thence, in a southeasterly direction following the dividing line of lots numbers 468 and 425 to the southwestern corner of lot number 425, a point indicated "H" on the said plan; thence, in a northeasterly direction following the southeastern side of lot number 425 and its prolongation through the public road, a point indicated "I" on the said plan; thence, in a northwesterly direction following the northeastern side of the public road until the northwestern angle of lot number 410, a point indicated "J" on the said plan; thence, in a northeasterly direction, an unsteady line (ligne brisée)

plan; de là dans une direction sud-est, en suivant la ligne de division des lots numéros 377, 378 d'une part et 376 d'autre part, jusqu'au côté nord-ouest d'un chemin public, point marqué "L" sur ledit plan; de là dans une direction nord-est, le long du côté nord-ouest dudit chemin public jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le nord-ouest de la ligne de division des lots numéros 199 et 200, point marqué "M" sur ledit plan; de là dans une direction sud-est à travers le chemin public et suivant la ligne de division des lots numéros 199 et 200 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot numéro 198, point marqué "N" sur ledit plan; de là dans une direction généralement sud-ouest en suivant la ligne limitative de la ville de l'Abord-à-Plouffe (11 George VI, chapitre 104), une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots numéros 199, 177, 160, 159, 122, traversant le chemin public, limitant vers le sud-est le lot numéro 115, traversant le lot numéro 94, limitant vers le sud-est les lots numéros 79, 66 et 45 jusqu'au point "A" sur ledit plan, point de commencement.

Ce territoire ainsi délimité comprend en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, division d'enregistrement de Laval, les lots numéros 43, 44, 45, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 79, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 159, 159A, 160, 177, 199, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 495 et la partie du lot numéro 94 située au nord-ouest de la limite de la ville de l'Abord-à-Plouffe.

limiting, towards the northwest, lots numbers 410, 381, 380, 377, to a point indicated "K" on the said plan; thence, in a southeasterly direction following the dividing line of lots numbers 377, 378 on the one hand and 376 on the other, to the northwestern side of a public road, a point indicated "L" on the said plan; thence, in a northeasterly direction, along the northwestern side of the said public road to its point of intersection with the prolongation, towards the northwest, of the dividing line of lots numbers 199 and 200, a point indicated "M" on the said plan; thence, in a southeasterly direction, through the public road and following the dividing line of lots numbers 199 and 200 to the northwestern line of lot number 198, a point indicated "N" on the said plan; thence, in a general southwesterly direction, following the dividing line of the town of L'Abord-à-Plouffe (11 George VI, chapter 104), an unsteady line (ligne brisée) limiting, towards the southeast, lots numbers 199, 177, 160, 159, 122, going through the public road, limiting, towards the southeast, lot number 115, going through lot number 94, limiting, towards the southeast, lots numbers 79, 66 and 45 to a point "A" on the said plan, being the starting point.

Such territory so described comprises, in reference to the official cadastre for the parish of St. Martin, in the registration division of Laval, lots numbers 43, 44, 45, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 79, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 159, 159A, 160, 177, 199, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 495 and the part of lot number 94 situated at the northwest of the limits of the town of L'Abord-à-Plouffe.

**Érection.** Lequel territoire, ensemble avec les rues, ruelles, emprises de chemins, lots de subdivisions de resubdivisions des lots originaires ou parties de lots originaires mentionnés plus haut, compris dans les limites ci-dessus décrites, à être érigé en corporation de ville sous le nom de "Ville de Saint-Martin", comté de Laval.

**Constitu-  
tion en  
corpora-  
tion.**  
**Nom.** 3. Les habitants et contribuables du territoire décrit à l'article 2 de la présente loi et leurs successeurs sont constitués en corporation de ville sous le nom de "Ville de Saint-Martin".

**Disposi-  
tions ap-  
plicables.** 4. La ville de Saint-Martin sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas où il y est dérogé expressément par la présente loi ou par les dispositions incompatibles qu'elle contient.

**Idem.** 5. Les dispositions du Code municipal s'appliquent à la répartition de l'actif et du passif entre la municipalité de la paroisse de Saint-Martin et la ville de Saint-Martin.

**Maire et  
échevins.** 6. Le maire et les conseillers actuels de la municipalité de la paroisse de Saint-Martin, qui ont leur résidence ou leur principale place d'affaires dans la municipalité de la ville de Saint-Martin, deviendront le maire et les échevins de la ville de Saint-Martin jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu des dispositions de la présente loi.

**Règle-  
ments,  
etc., con-  
tinués.** 7. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, rôles d'évaluation, rôles de perception, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, qui régissaient lors de la sanction de la présente loi le territoire décrit à l'article 2 et les personnes visées à l'article 3 de la présente loi, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur, mais la corporation de la ville de Saint-Martin a le pouvoir de les modifier, de les annuler et abroger.

**S.R.,  
c. 233,  
a. 22,  
remp.  
pour la  
ville.** 8. L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Saint-Martin, par le suivant:

Such territory, together with the streets, lanes, road right-of-ways, subdivision and resubdivision lots of original lots above mentioned, comprised within the limits above described, to be erected as a town corporation under the name of "Town of St. Martin", in the county of Laval. **Érection.**

3. The inhabitants and ratepayers of the territory described in section 2 of this act and their successors are incorporated as a town under the name of "Town of St. Martin". **Incorpo-  
ration.** **Name.**

4. The town of St. Martin shall be governed by the Cities and Towns Act and amendments, except in the case of express derogation therefrom by this act or by the inconsistent provisions which it contains. **Provisions  
to apply.**

5. The provisions of the Municipal Code shall apply to the division of assets and liabilities between the municipality of the parish of St. Martin and the town of St. Martin. **Idem.**

6. The present mayor and councillors of the municipality of the parish of St. Martin, who have their residence or their principal place of business in the municipality of the town of St. Martin, shall become the mayor and the aldermen of the town of St. Martin until replaced under the provisions of this act. **Mayor  
and alder-  
men.**

7. All by-laws, resolutions, minutes, assessment rolls, valuation rolls, collection rolls, lists, plans and other municipal acts and documents whatsoever, which governed at the time of the sanction of this act the territory described in section 2 and the persons contemplated by section 3 of this act, shall continue to have full effect and shall remain in force, but the corporation of the town of St. Martin shall have power to amend, annul and repeal them. **By-laws,  
etc., con-  
tinued.**

8. Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of St. Martin, by the following: **R.S.,  
c. 233,  
s. 22,  
replaced  
for town.**

Première  
séance  
générale.

**“22.** La première séance générale du conseil sera tenue à l'hôtel-de-ville le premier lundi qui suiva la sanction de la présente loi.”

**“22.** The first general sitting of the council, shall be held at the town hall on the first Monday following the sanction of this act.”

First  
general  
sitting.

S.R.,  
c. 233,  
a. 47,  
remp.  
pour la  
ville.

**9.** L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**9.** Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 47,  
replaced  
for town.

Compo-  
sition du  
conseil.

**“47.** Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins dont les sièges seront respectivement désignés sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

**“47.** The municipal council shall consist of a mayor and of six aldermen whose seats shall be designated respectively by the numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6.

Compo-  
sition of  
council

Les échevins aux sièges numéros 1, 2 et 3 seront mis en nomination et élus par les électeurs propriétaires seulement.

The aldermen for seats numbers 1, 2 and 3 shall be nominated and elected by the electors who are property owners only.

Le maire et les échevins aux sièges numéros 4, 5 et 6 seront mis en nomination et élus par tous les électeurs municipaux.”

The mayor and the aldermen for seats numbers 4, 5 and 6 shall be nominated and elected by all the municipal electors.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 47a, aj.  
pour la  
ville.

**10.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 47, le suivant:

**10.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 47, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 47a,  
added  
for town.

Élection.

**“47a.** Il y aura élection, dans les soixante jours à compter de la sanction de la présente loi, pour le maire et les six échevins, à une date que le maire, ou à son défaut, le pro-maire, fixera.

**“47a.** An election shall be held, within sixty days from the sanction of this act, for the mayor and the six aldermen, on a date to be fixed by the mayor or, in his absence, by the pro-mayor.

Election.

Le maire et les échevins, ainsi élus, demeureront en fonction jusqu'au second lundi juridique d'avril 1956, date à laquelle les élections devront avoir lieu, conformément à la loi, à tous les deux ans.”

The mayor and the aldermen so elected shall remain in office until the second juridical day of April, 1956, on which date elections shall be held, according to law and every second year.”

Term of  
office.

Durée  
d'office.

S.R.,  
c. 233,  
a. 48,  
remp.  
pour la  
ville.

**11.** L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**11.** Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 48,  
replaced  
for town.

Maire.

**“48.** Le maire est élu pour deux années à la majorité des électeurs municipaux ayant voté.”

**“48.** The mayor shall be elected for two years by the majority of the municipal electors who have voted.”

Mayor.

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
remp.  
pour la  
ville.

**12.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**12.** Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 135,  
replaced  
for town.

Époque  
de la con-  
fection.

**“135.** Avant le premier février de l'année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation ainsi que sur le rôle de perception des taxes

**“135.** Prior to the first of February, of the year when a general election takes place, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collec-

Time of  
prepara-  
tion.

de la municipalité, et possédant le cens électoral requis.”

**13.** L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“**143.** Si, le troisième jour de février, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le magistrat de district présidant cette cour, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat d'un district voisin, doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs.”

**14.** L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“**173.** L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le deuxième lundi d'avril, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, à compter de l'année 1956, conformément aux dispositions ci-après.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la ville, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.”

**15.** L'article 175 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“**175.** Dix jours au moins avant le vingt-cinquième jour de mars, chaque année, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire

tion roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list.”

**13.** Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“**143.** If, by the third day of February, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district magistrate presiding over such court, or, in the event of the absence of such magistrate or of his inability to act, a magistrate of a neighbouring district, shall on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors.”

**14.** Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“**173.** The general election for the mayor and the aldermen of the municipality shall take place every two years on the second Monday of April, and if that day is a holiday, on the first following juridical day, and this from and after the year 1956, in accordance with the provisions hereinafter contained.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the town, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette*.”

**15.** Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“**175.** Ten days at least before the twenty-fifth day of March, in each year, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any

S.R.,  
c. 233,  
a. 143,  
remp.  
pour la  
ville.

Greffier  
spécial.

S.R.,  
c. 233,  
a. 173,  
remp.  
pour la  
ville.

Date des  
élections.

Change-  
ment.

Procé-  
dure.

Avis.

S.R.,  
c. 233,  
a. 175,  
remp.  
pour la  
ville.

Secrétaire  
d'élection.

R.S.,  
c. 233,  
s. 143,  
replaced  
for town.

Special  
clerk.

R.S.,  
c. 233,  
s. 173,  
replaced  
for town.

Date of  
election.

Change.

Proceed-  
ings.

Notice.

R.S.,  
c. 233,  
s. 175,  
replaced  
for town.

Election  
clerk.

d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

**16.** L'article 179 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**179.** Huit jours au moins avant le vingt-cinquième jour de mars, chaque année, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

**17.** L'article 181 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**181.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le premier lundi d'avril, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

**18.** L'article 210 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures du matin, et rester ouverts jusqu'à sept heures de l'après-midi du même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau."

**19.** L'article 220 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

**16.** Section 179 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**179.** Eight days at least before the twenty-fifth day of March, in each year, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of an election clerk."

**17.** Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**181.** The nomination of candidates at a general election shall be held on the first Monday of April, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

**18.** Section 210 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**210.** The poll shall be opened at the hour of nine of the clock in the forenoon and kept open until seven of the clock in the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station."

**19.** Section 220 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

S.R.,  
c. 233,  
a. 179,  
remp.  
pour la  
ville.

Avis de  
l'élection.

S.R.,  
c. 233,  
a. 181,  
remp.  
pour la  
ville.

Date.

S.R.,  
c. 233,  
a. 210,  
remp.  
pour la  
ville.

Heures du  
scrutin.

S.R.,  
c. 233,  
a. 220,  
remp.  
pour la  
ville.

R.S.,  
c. 233,  
s. 179,  
replaced  
for town.

Notice of  
election.

R.S.,  
c. 233,  
s. 181,  
replaced  
for town.

Date.

R.S.,  
c. 233,  
s. 210,  
replaced  
for town.

Hours for  
polling.

R.S.,  
c. 233,  
s. 220,  
replaced  
for town.

Invitation  
à voter.

**“220.** A neuf heures précises du matin, immédiatement après avoir fermé la boîte du scrutin, le sous-officier-rapporteur invite les électeurs à voter.

Bon  
ordre.

Le sous-officier-rapporteur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur, non plus qu'aux abords du bureau.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 240,  
am. pour  
la ville.

**20.** Le paragraphe 1 de l'article 240 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Clôture  
du scru-  
tin.

**“240.** 1. A sept heures de l'après-midi, le bureau de votation est fermé et le scrutin est clos. Il en est fait mention au registre du scrutin.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.

**21.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant:

Modifica-  
tion de  
règlement  
d'em-  
prunt.

“Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe divisant la municipalité en arrondissements ou zones, prescrivant l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement ou la destination des constructions qui peuvent y être érigées, ou la superficie des lots, la proportion qui pourra en être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé libre entre elles, ne peut être modifié ou abrogé sauf par un autre règlement soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande  
de vota-  
tion.

Dix électeurs propriétaires ou un cinquième des électeurs concernés, si leur nombre est inférieur à trente, présents et habiles à voter sur ce règlement, mouront, mais seulement pendant l'heure qui

**“220.** At exactly nine o'clock in the morning, immediately after the ballot-box is locked, the deputy returning-officer shall call upon the electors to vote.

Calling  
electors  
to vote.

The deputy returning-officer shall secure the admittance of every elector into the polling-station, and shall see that he is not impeded or molested in or about the polling-station.”

Good  
order.

**20.** Subsection 1 of section 240 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 240,  
am. for  
town.

**“240.** 1. At seven o'clock in the afternoon, the poll and the voting shall be closed; and an entry thereof shall be made in the poll-book.”

Closing  
of poll.

**21.** Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing the second paragraph of subsection 1 by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
town.

“Any by-law passed under this paragraph dividing the municipality into districts or zones, prescribing the architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the buildings which may be erected therein, or the area of lots, the proportion which may be occupied by the buildings and the space which shall be left open between them, may be amended or repealed except by another by-law submitted to the approval of the electors who are property owners in accordance with the following formalities. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice, signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the time fixed by the council. This meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Amend-  
ment, etc.  
to loan  
by-law.

Ten elector-proprietors or one-fifth of the electors concerned if their number is less than thirty present and qualified to vote on such by-law, may, but only within the hour following the opening of the

Demand-  
ing poll.

suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

**Date.** Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jours après cette assemblée.

**Adoption.** Dans le cas où le nombre prévu des électeurs propriétaires ne demanderait pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

**Minimum requis.** Toutefois, si le vote est tenu, pour que le règlement d'amendement ou d'abrogation soit approuvé, il faut qu'un tiers, au moins, des électeurs propriétaires qui ont droit de vote et résident dans la municipalité ait exercé ce droit."

**Lot distinct.** "1<sup>a</sup> Édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

**"construction"** Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles, avec ses dépendances.

**Exception.** Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture;"

**Permis de bâtir.** "1<sup>b</sup> Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis qui ne doit pas excéder soixante-quinze dollars."

**S.R., c. 233, a. 427, am. pour la ville.** 22. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 11°, par le suivant:

**Enlèvement des vidanges.** "11° Pour pourvoir à l'enlèvement et à la destruction des déchets, vidanges, cendres et autres matières malsaines et nuisibles dans la ville et pour imposer, afin de défrayer le coût de tel enlèvement et destruction, une taxe sur tout propriétaire d'une maison ou d'un établissement dans les limites de la ville, que telle personne, société ou corporation dépose des vidanges ou non, pour prescrire le genre de matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être

meeting, demand a poll.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting. **Date.**

If the required number of electors who are property owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the ratepayers concerned. **Adoption.**

Nevertheless, if a poll is held, in order that the amending or repealing by-law be approved, at least one third of the elector-proprietors entitled to vote and who reside in the municipality must have exercised such right. **Minimum required.**

"1<sup>a</sup>. To enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected appears as a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code. **Separate lot.**

In the foregoing provisions, the word "building" means any building for residential, commercial or industrial purposes, with its dependencies. **"building"**

The provisions of this section shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation;" **Exception.**

"1<sup>b</sup>. To prescribe the manner in which a building permit shall be applied for and to fix the dues to be paid to the town, for the granting of such permit which shall not exceed seventy-five dollars." **Building permit.**

22. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 11, thereof by the following: **R.S., c. 233, s. 427, am. for town.**

"11. To provide for the removal and destruction of refuse, garbage, ashes and other unhealthy and offensive matter in the town and to impose, in order to pay the cost of such removal and destruction, a tax on every owner of a house or establishment within the town limits, hetherw such person, society or corporation deposits garbage or not; to prescribe the kind of materials and dimensions of receptacles in which garbage, ashes, refuse, and other matter above stated must be **Garbage removal.**

déposés les vidanges, cendres, déchets et autres matières susdites; pour établir une taxe différente selon les catégories de personnes, sociétés ou corporations selon leurs occupations ou le genre d'établissement qu'elles occupent et selon le nombre de logements qu'il y aura dans une maison;”.

**23.** Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“8° Pour régler la subdivision, l'annulation de lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité.”

**24.** Le paragraphe 19° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“19° Pour décréter que la ville entretiendra, à ses frais, tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques; pour décréter que la ville enlèvera la neige ou la glace, en tout ou en partie, de tous ou de quelques-uns de ses trottoirs, rues et places publiques. Ces travaux seront payés à même les fonds généraux de la ville.”

**25.** L'article 437 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

“**437.** Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur tout terrain ou immeuble, pour y poser ou réparer les conduites d'eau et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc.”

**26.** Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 437, le suivant:

deposited, to establish a different tax according to the categories of persons, societies or corporations according to their occupations or the kind of establishment they occupy and according to the number of tenements contained in a house;”.

**23.** Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“8. To regulate the subdivision or cancellation of lots situated within the limits of the municipality, to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivision whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality.”

**24.** Paragraph 19 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“19. To enact that the town shall maintain, at its own expense, all or some of its side-walks, streets or public places; to enact that the town shall remove the snow or ice in whole or in part, from all or some of its side-walks, streets and public places. Such works shall be paid for out of the general funds of the town.”

**25.** Section 437 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

“**437.** The employees and officers of the municipality may enter upon any land or property, to lay or repair pipes and to do other necessary work in connection with the waterworks.”

**26.** The said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 437, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.  
Subdivi-  
sion of  
lots, etc.

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.  
Mainte-  
nance of  
streets,  
etc.

R.S.,  
c. 233,  
s. 437,  
replaced  
for town.

Right of  
entry.

R.S.,  
c. 233,  
s. 437a,  
added  
for town.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.  
Subdivi-  
sion de  
lots, etc.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.  
Entretien  
des rues,  
etc.

S.R.,  
c. 233,  
a. 437,  
remp.  
pour la  
ville.  
Droit  
d'entrer.

S.R.,  
c. 233,  
a. 437a,  
aj. pour  
la ville.

Droit  
d'entrer.

**“437a.** Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur toute rue, ruelle ou voie publique ou privée pour y réparer les conduites d'eau, lorsqu'il est dans l'intérêt de la santé publique, sans être tenus de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telle rue ou ruelle à cause de ces travaux.”

**“437a.** The employees and officers of the municipality may enter on any street, lane or public or private road to repair water pipes, when it is in the interest of public health so to do, without being bound to pay any damage or indemnity for the use of such street or lane on account of such work.”

Right of  
entry.

S.R.,  
c. 233,  
a. 439,  
remp.  
pour la  
ville.  
Taxe  
spéciale.

**27.** L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

**27.** Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following :

R.S.,  
c. 233,  
s. 439,  
replaced  
for town.

**“439.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et l'intérêt sur icelles, imposer, par règlement, en tout ou en partie, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité ou sur ceux au bénéfice de qui ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle en raison de l'étendue du front de chaque immeuble ou de son évaluation.”

**“439.** The council may, by by-law, in order to meet the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality, or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax, proportionate to the frontage of such immoveables or on the valuation.”

Special  
tax.

S.R.,  
c. 233,  
a. 469,  
am. pour  
la ville.

**28.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant :

**28.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 6, the following paragraph :

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
town.

Restau-  
rants am-  
bulants.

**‘6°a** Pour réglementer, limiter le nombre de restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;”

**“6a.** To regulate or limit the number of itinerant restaurants or forbid the operating thereof within the limits of the town and cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;”

Itinerant  
restau-  
rants.

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la ville.  
Nuisan-  
ces.

**29.** L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1° le suivant :

**29.** Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following :

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
town.  
Nuisan-  
ces.

**“1°a** Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, débris, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher.”

**“1a.** To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 522,  
am. pour  
la ville.

Terres en  
culture.

Évalua-  
tion.

Addition  
au rôle.

S.R.,  
c. 233,  
a. 526a,  
aj. pour  
la ville.

Heures de  
fermeture.

S.R.,  
c. 233,  
a. 585a,  
aj. pour  
la ville.

Travaux  
d'aqueduc  
et d'é-  
gouts.

**30.** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 522 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville, par les suivants:

"Toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois, dans les limites de la ville, ne devra pas être évaluée à plus de cent dollars l'arpent, si elle a une superficie de dix arpents ou plus.

Cette évaluation comprend la maison qui sert d'habitation au cultivateur, et dont la valeur n'excède pas dix mille dollars ainsi que les granges, écuries, et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle d'évaluation."

**31.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526, le suivant:

"**526a.** Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, toute personne, ou société ou compagnie qui exerce en même temps, dans un même magasin ou local, plusieurs commerces, occupations ou métiers dont les heures de fermeture, en vertu de la loi ou des règlements, ne sont pas identiques, doit fermer complètement son établissement et n'exercer aucun commerce, occupation ou métier dans son dit local ou magasin, dès qu'il est prohibé de le faire pour un seul desdits commerces, occupations ou métiers."

**32.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, le suivant:

"**585a.** Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de

**30.** The second and third paragraphs of section 522 of the Cities and Towns Act are replaced, for the town, by the following:

"All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the limits of the town, must not be valued at more than one hundred dollars per arpent if it has an area of ten arpents or more.

Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof does not exceed ten thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the valuation roll."

**31.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 526, the following:

"**526a.** Notwithstanding any law or by-law to the contrary, every person, firm or company carrying on at the same time, in the same store or premises several trades, occupations or callings, the closing hours for which, under the law or by-laws, are not identical, must close his establishment completely and carry on no trade, occupation or calling therein, whenever the carrying of only one of such trades, occupations and callings is prohibited."

**32.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following:

"**585a.** The council may order, by by-law approved by the town electors who are property owners and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal

R.S.,  
c. 233,  
s. 522,  
am. for  
town.

Farm  
lands.

Valua-  
tion.

Addition  
to roll.

R.S.,  
c. 233,  
s. 526a,  
added  
for town.

Closing  
hours.

R.S.,  
c. 233,  
s. 585a,  
added  
for town.

Works for  
water-  
works and  
sewerage  
systems.

Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

Commission, the works for the waterworks and sewerage systems required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who will benefit thereby have no immediate need thereof.

Cotisation.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by an assessment based upon the valuation of all the taxable immoveables of the town.

Charge sur propriétaires bénéficiaires.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works be charged to the owners who will benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Rôle de perception.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

As from the completion of the works, a collection roll shall be made according to the law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they start making use thereof.

Entrée au rôle.

Cette taxe, imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Fonds d'amortissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

S.R., c. 233, a. 593, remp. pour la ville.

**33.** L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

**33.** Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 593, replaced for town.

Approba-  
tion de  
règlement  
d'em-  
prunt.

“593. Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l’approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l’adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l’heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l’un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l’assemblée.

Demande  
de vota-  
tion.

Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l’heure qui suivra l’ouverture de l’assemblée, demander la votation.

Date.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.

Adoption.

Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l’unanimité par les contribuables intéressés.

Approba-  
tion.

Tout règlement ainsi soumis à l’approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n’approuver un tel règlement que pour partie.”

S.R.,  
c. 233,  
aa. 604a-  
604f, aj.  
pour la  
ville.  
Fonds de  
roulement  
autorisé.

34. La Loi des cités et villes est modifiée pour la ville, en ajoutant après l’article 604, les articles suivants:

“604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d’un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d’utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d’usage courant, entraînant un déboursé qui n’est pas suffisamment élevé pour justifier un

“593. Every by-law ordering a loan shall be submitted to the approval of the electors who are property-owners by following the formalities hereinafter enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice, signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the hour fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by an alderman. The town clerk shall act as secretary, and shall read and submit the by-law to the meeting.

Approval  
of loan  
by-law.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may, but only during the hour following the opening of the meeting, demand a vote.

Demand-  
ing vote.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the day for voting, for a date which shall not be later than the thirtieth day after such meeting.

Date.

In case ten electors who are property-owners do not demand a vote within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be passed unanimously by the interested ratepayers.

Adoption.

Any by-law so submitted to the approval of the electors who are property-owners shall remain subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, who may approve such by-law in part only.”

Approval.

34. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 the following sections:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 604a-  
604f,  
added  
for town.  
Working-  
fund au-  
thorized.

“604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the collection of the revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law,

emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

constitute a fund known as the "working-fund".

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds n'exède pas vingt-cinq mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty-five thousand dollars and shall be constituted, at first, by the proceeds of a loan of an equal amount. Capital.

Emprunt.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt-cinq mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement cédant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand dollars repayable within a period of fifteen years, by following the formalities required by law for every by-law enacting a loan, save that the approval by the municipal electors who are owners of taxable immovables, shall not be required. Loan.

Emprunts de ce fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in section 604a, above. No such loan shall be for a period exceeding five years. However, the loans contracted pending the collection of revenues shall be reimbursed within twelve months from the date of approval thereof. The resolution authorizing the loan shall determine in what manner it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the amounts falling due each year. In order to be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. Borrowing from such fund.

Affectation des deniers.

"604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds.

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec, which shall continue to be assets of the said fund. Appropriation of moneys.

Intérêts.

"604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenues of the fiscal year during which it is earned." Interest.

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

35. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.